

Consultation publique de l'ARCEP
relative à l'« Analyse des marchés pertinents »
Réponse à l'analyse du marché n° 4
« Marchés de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques
constitutives de la boucle locale filaire »

30 septembre 2010

- 1. L'Autorité invite les acteurs à lui faire part de leurs observations relatives aux évolutions décrites en matière d'accès à la sous-boucle. En particulier, l'Autorité invite les acteurs à faire des propositions concernant la priorisation des commandes de raccordement à la sous-boucle.**

Tout d'abord, le Sipperec se réjouit de voir que deux ans après le vote de l'article 110 de la Loi de Modernisation de l'Economie rappelant l'obligation, pour France Télécom, de mettre en œuvre le dégroupage à la sous-boucle locale et dix ans après les dispositions communautaires demandant ce même dégroupage à la boucle locale et à la sous-boucle aux Etats-membres, France Télécom ait engagé le processus avec la publication, au 1^{er} juillet 2010, d'une offre de Point de Raccordement Passif au sous-répartiteur. Le Syndicat note avec intérêt l'analyse de l'ARCEP selon laquelle: *“Cette prestation de point de raccordement passif permet à France Télécom de répondre au sens strict à son obligation d'accès à la sous-boucle”*, . Toutefois, selon l'ARCEP, celle-ci n'est pas opératoire “dans la mesure où un opérateur y souscrivant devra installer sa propre armoire à proximité immédiate du PRP pour l'hébergement de ses équipements actifs, ce qui tend à multiplier l'occupation du domaine public et les risques de saturation”. Aussi, cette offre devrait être suivie de la publication, par France Télécom, d'une prestation de point de raccordement mutualisé “permettant l'hébergement des nouvelles têtes de câble cuivre au sein d'une même armoire mutualisée accueillant les équipements actifs des opérateurs”. Celle-ci est prévue d'ici la fin 2010 et devrait permettre aux opérateurs de procéder à un dégroupage des lignes cuivre soit en bi-injection, soit en mono-injection (réaménagement de la sous-boucle). Celle-ci devrait s'accompagner d'une offre de collecte.

- ⇒ Le Sipperec demande la mise en œuvre du dégroupage à la sous-boucle depuis déjà de nombreuses années. Aussi, le Sipperec sera-t-il très attentif aux conditions économiques et tarifaires qui seront proposées par France Télécom pour l'accès en bi-injection à la sous-boucle et, éventuellement, en mono-injection.
- ⇒ Le Sipperec réitère sa demande de voir le VDSL2 introduit comme équipement à la sous-boucle locale, à l'image de ce qui se fait dans d'autres pays¹. En effet, la Commission Européenne considère les réseaux FTTN – Fiber To The Node, (Fibre au sous-répartiteur), comme des Réseaux de Nouvelle Génération, au même titre que les réseaux FTTH et demande aux Autorités de régulation de prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.
- ⇒ La priorité de mise en œuvre doit être accordée aux zones grises du DSL.

2. Les acteurs sont invités à commenter l'analyse de l'Autorité conduisant à ne pas imposer à ce stade à France Télécom d'obligation d'accès à son réseau de boucle locale en fibre optique

Le Sipperec dans ses différentes réponses aux consultations publiques de l'ARCEP, en 2009 et 2010, portant sur les modalités d'accès au segment terminal fibre optique, a attiré l'attention de l'Autorité, de manière réitérée, sur la nécessité de créer les conditions optimales d'une ouverture du marché à tous les opérateurs et fournisseurs de service au bénéfice du consommateur. Or, l'ARCEP, dans le cadre de son analyse sur « *le traitement des offres de gros passives fondées sur la fibre* » renouvelle son constat selon lequel « *en zones très denses, le déploiement de plusieurs opérateurs en parallèle et le cadre réglementaire devraient en principe faire émerger spontanément une concurrence sur le marché de gros permettant à des opérateurs nouveaux entrants de pouvoir entrer progressivement sur ce marché* » tandis qu'en zones moins denses, l'Autorité indique « *le stade peu avancé des déploiements et les dispositions prévues dans le projet de décision de l'Autorité ne permettent pas à ce stade de conclure à une insuffisance de la régulation symétrique de ce marché.* » Le Sipperec ne partage pas ce point de vue et maintient son constat selon lequel :

- au sein même des zones très denses subsistent et subsisteront durablement des zones blanches du très haut débit, compte tenu de la typologie de l'habitat, si aucune demande n'est faite aux opérateurs, de procéder à des offres de gros sur le segment terminal et sur celui de la collecte horizontale, qui permettent à de nouveaux entrants de dynamiser le secteur dans des conditions abordables.
- hors des zones très denses, le phénomène s'amplifie avec la présence d'un habitat plus diffus et nécessite une granularité encore plus forte des offres de gros.

Constatant les limites d'une concurrence par les seules infrastructures, le Sipperec a demandé la mise en œuvre, dans le cadre de la mutualisation de la fibre optique, d'offres de gros, passives et actives, seules à même de créer les conditions d'une saine concurrence. Le SIPPAREC note ici avec intérêt le fait que l'Autorité de la Concurrence, dans son avis relatif au projet de décision de l'ARCEP sur le déploiement de la fibre optique hors des zones très denses² souligne cette même nécessité.

¹ France Télécom, lui-même, propose aujourd'hui des services en VDSL2 dans plusieurs pays, y compris à quelques kilomètres de la France, à Barcelone.

² N° 10-A-18 du 27 septembre 2010

En effet, elle indique « *les préoccupations exprimées par l'Autorité de la concurrence dans son avis n° 09-A-47 quant à un risque de repli du marché du très haut débit autour des principaux acteurs actuels du haut débit sont apparues fondées. Les premières versions des offres de mutualisation de certains des acteurs précités empêchaient ou désincitaient fortement à la fourniture, par les opérateurs prenant part au co-financement ab initio de la fibre dans les immeubles, d'offres de gros à des tiers, y compris lorsqu'il s'agissait d'offres de gros de type dégroupage ou " bitstream" (...)* ». Selon l'Autorité de la Concurrence, l'existence de telles offres de gros est nécessaire pour permettre l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché du très haut débit. Celle-ci demande d'ailleurs à l'ARCEP de mettre en œuvre une obligation, pour les opérateurs, *"de fournir une offre de gros, telle qu'une offre de location à la ligne" qui constitue une garantie indispensable pour permettre aux petits opérateurs ou à de nouveaux entrants de servir le marché du très haut débit dans les zones moins denses* et qui, à ce titre, devrait *"faire partie des offres régulées."* L'Autorité de la Concurrence laisse libre l'ARCEP d'apprécier si *"les obligations de fourniture des offres de gros d'accès au réseau"* doivent être imposées *"à l'ensemble des opérateurs prenant part au co-investissement"* ou bien *"être assumées par l'un d'entre eux sans qu'il s'agisse nécessairement de l'opérateur initiateur du déploiement"*. Enfin, le SIPPEREC prend note de l'intervention de Madame Flüry-Hérard, vice-présidente de l'Autorité de la Concurrence, qui, lors de la journée du GRACO (groupe de réflexion entre l'ARCEP, les opérateurs et les collectivités territoriales) du 28 septembre 2010, en commentant l'avis rendu par l'Autorité sur le projet de décision de l'ARCEP relatif aux zones non denses concluait en indiquant: *"La concurrence par les infrastructures n'est pas un dogme en soi"*.

⇒ En conséquence, le SIPPEREC demande à l'ARCEP:

- que la mutualisation de la fibre optique hors des zones très denses, puisse être proposée, sur la base d'offres de gros de location de lignes passives **et actives**, de type bitstream, régulées, de manière à répondre aux besoins de tous les nouveaux entrants sur les réseaux FTTH.
- que ce même type d'offre puisse être mis en œuvre, **également dans les zones très denses**, compte tenu de la présence, au sein de ces zones, de situations de déficit durable en matière de couverture très haut débit.

3. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres fondées sur les appuis aériens dans la définition du marché pertinent. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements, ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

Le SIPPEREC rappelle, comme il l'a fait dans sa contribution à la consultation publique sur le projet de décision définissant les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale en conduite de France Télécom, ainsi que dans sa réponse aux deux précédentes consultations de l'ARCEP à ce sujet, que la décision de l'ARCEP de 2008, issue de l'analyse des marchés pertinents sur les marchés du haut débit et du très haut débit (n° 2008-0835) portait sur les seules installations souterraines de France Télécom et excluait les supports aériens. Les offres d'accès demandées par l'ARCEP à France Télécom, en contrepartie de sa position d'opérateur puissant, se limitent en effet toujours à son seul génie civil.

Les différentes consultations de l'ARCEP (Février et mai 2010) sur l'accès aux ressources de la boucle locale et de la sous-boucle locale de France Télécom portent, à chaque fois, sur le seul champ des installations souterraines de France Télécom.

Le Sipperrec regrettait, à l'occasion de ses précédentes réponses que *« la réglementation française ne traite pas la question de l'accès aux supports aériens et aux poteaux utilisés par France Télécom alors qu'ils font partie intégrante des infrastructures essentielles au titre de la boucle locale »* et indiquait : *« L'absence de réglementation de l'accès aux poteaux de France Télécom dans la boucle locale est préjudiciable au développement du FTTH en France dans la mesure où les appuis aériens constituent un élément clé du déploiement des réseaux FTTH dans leur partie terminale, dès lors que les réseaux n'ont pas fait l'objet d'enfouissement »*³.

Or, le Sipperrec constate avec un grand intérêt le fait que, dans l'analyse des marchés pertinents que conduit actuellement l'ARCEP sur *« Les marchés du haut débit et du très haut débit »* et qui est soumise à la présente consultation, l'Autorité indique (articles 5.4.2. *« Étendre le périmètre de l'obligation d'accès »* et 5.4.3.1. *« Appuis aériens »*) : *« La présence d'appuis aériens utilisés ou mobilisables dans l'emprise de la boucle locale apparaît quasiment exclusive de l'existence d'infrastructures de génie civil enterrées sur les mêmes parcours. (...) Dès lors, il apparaît nécessaire d'envisager des déploiements de réseaux en fibre optique utilisant des appuis aériens en complément de l'utilisation des infrastructures souterraines. L'Autorité réfléchit donc à la possibilité de prévoir une obligation d'accès aux appuis aériens dans l'emprise de la boucle locale. »*

Cette nouvelle approche rejoint celle de la Commission européenne qui, dans sa recommandation sur la régulation de l'accès aux réseaux de nouvelle génération publiée le 20 septembre 2010 (SEC (2010) 1037), inclut dans sa définition de l'*« infrastructure de génie civil »*, non seulement les *« installations enterrées »*, mais aussi les *« appuis aériens »*.

Le SIPPEREC se félicite de cette perspective et suivra attentivement cette évolution favorable de la réglementation pour l'ensemble des déploiements FTTH notamment en zones non denses.

- ⇒ Le SIPPEREC confirme donc sa demande :
 - de voir les appuis aériens de France Télécom faire l'objet d'une demande de l'ARCEP à France Télécom d'une offre de référence en tant qu'infrastructure essentielle dans le cadre de l'analyse du marché pertinent n° 4 effectuée par l'ARCEP dans le domaine du haut débit et du très haut débit,
 - de voir établi le cadre opérationnel de mise en œuvre de cette offre avec les dispositions techniques et financières associées.
- ⇒ Le SIPPEREC demande également que la réglementation du coût de l'accès aux appuis aériens de France Télécom encadre dans le même temps les coûts de transmission des informations par France Télécom et garantisse une neutralité et une non discrimination des conditions d'accès à ces informations.

³ Réponse à la consultation de l'ARCEP de mai 2010.

L'ARCEP souligne, dans la partie « Bilan et perspectives » de la consultation, la difficulté à « *estimer le parc d'appuis aériens utilisables pour le déploiement de réseaux fibrés quel qu'en soient les gestionnaires ou propriétaires. En outre, différentes questions sous-jacentes se posent d'ores et déjà concernant notamment la propriété des appuis aériens, les droits en découlant en matière d'exploitation, les règles d'ingénierie adéquates pour le déploiement de plusieurs réseaux, la mutualisation de ces infrastructures, ou encore les enfouissements et leurs conséquences pour l'opérateur bénéficiant d'un accès.* »

Tout d'abord, le SIPPEREC rappelle que les supports aériens des réseaux publics de distribution d'électricité, comme ceux propres aux réseaux câblés établis dans le cadre de concessions de service public, à l'instar de ses conventions, sont la propriété *ab initio* des collectivités et de leurs groupements, autorités concédantes.

Ensuite, la prise en compte de ces différentes situations ne saurait constituer un frein à l'inclusion des offres fondées sur les appuis aériens, dont France Télécom justifie être propriétaire, dans la définition du marché pertinent.

⇒ Le SIPPEREC souhaite être associé avec les collectivités concernées aux groupes de travail de l'ARCEP sur ces questions.